

## Présentation

### *Agriculture, alimentation et disputes territoriales : premières réflexions*

Depuis quelques années, différents auteurs et autrices nous encouragent à repenser la terre autrement qu'en termes de ressource ou de propriété. Ainsi, selon la géographe canadienne Tania Murray Li (2014), il faut, pour répondre à la question « qu'est-ce que la terre ? », en passer par une analyse des articulations particulières, dans un contexte donné, entre matière, relations sociales, pratiques et discours, sachant que ces mêmes assemblages évoluent à leur tour au fil du temps et en fonction des conflits et oppositions politiques entre parties prenantes. La terre n'est donc pas en elle-même une ressource, une propriété ou un territoire mais une production sociale. La production alimentaire et les systèmes agroalimentaires constituent l'un des contextes où ce processus d'assemblage est le plus visible.

La construction de ces systèmes agroalimentaires est historiquement passée par la gestion de la nature (la terre et l'eau, en premier lieu) puis par son exploitation, au gré de l'évolution de la technique, des savoirs, de la maîtrise des ressources, mais aussi des perspectives symboliques et rituelles. Les sciences sociales ont envisagé l'espace en tant qu'élément déterminant et fondateur du rapport de l'Homme à la Nature, passant d'une interprétation déterministe à une approche possibiliste, plus centrée sur le potentiel d'organisation et d'appropriation. Depuis la dernière moitié du xx<sup>e</sup> siècle, la notion d'espace revêt toutefois une dimension sociale et politique plus évidente, ce qui explique que la recherche scientifique s'intéresse désormais aux relations de pouvoir, aux systèmes et aux rôles des agents, et propose une lecture des processus de production de l'espace économique et social tenant compte de la configuration de différents territoires.

La notion de territoire permet d'insister sur le caractère non neutre de l'espace géographique quand il s'agit de définir l'appropriation, l'attribution de valeur (d'usage et d'échange) et la représentation. Le territoire est donc le résultat de rapports de force dynamiques entre groupes sociaux présents sur un même espace, de logiques de domination et d'exploitation (des ressources naturelles et de la main-d'œuvre). Le débat épistémologique qui découle de cette approche, notamment dans le domaine de la géographie politique, sociale et culturelle, pose à partir des années 1970 la nécessité d'appréhender tout un ensemble de nouveaux processus – décolonisation, conflits frontaliers, relations de pouvoir (Lefebvre 1974 ; Raffestin [1980] 2013 ; Harvey 1981). S'ensuivra un souci permanent du caractère situé des processus sociaux et du rôle de l'espace dans l'analyse de l'action politique (Cairo 2013 ; Dikeç 2012) qui conduira à un intérêt croissant pour les rapports de force territorialisés : « Le territoire est un espace dont les accès sont contrôlés ; ainsi, dès lors que la circulation (de biens, de personnes ou de capitaux) est contrôlée tant au niveau spatial que matériel, l'espace se transforme en territoire. » (Haesbaert 2013, 18).

Dans l'ordre actuel des choses, les territoires, en tant que propriétés foncières et espaces de gouvernance, sont régis selon des politiques néolibérales de développement et d'aménagement bien plus favorables à l'expansion du capital qu'au partage des ressources. Concernant le secteur agricole, les analyses des sciences sociales et des mouvements sociaux de défense du territoire décrivent souvent un panorama comprenant deux modèles de développement opposés et antagonistes (Mançano Fernandes 2013). D'un côté, l'agrobusiness, le *dumping*, la dérégulation et la dépossession voulu par les multinationales du « régime alimentaire entrepreneurial » (McMichael 2005), modèle associé à la monoculture, à la technologie de pointe, aux intrants chimiques, au travail salarié et à la prédatation écologique ; de l'autre, le modèle de développement paysan à petite échelle, basé sur l'autosuffisance alimentaire et la diversité des cultures, et organisé autour du travail familial.

Cette confrontation entraîne une tension entre la tendance à l'homogénéisation découlant de la logique de la marchandise et de l'espace abstrait décrite par Lefebvre, et la tendance à la différenciation résultant d'affrontements entre différents groupes subalternes en vue de produire des formes d'être au monde autres que celles du capital (Smith 2010). Nous avons donc, d'un côté, des paysages de monocultures dessinés par les exploitations agroindustrielles organisées autour du travail salarié et de la marchandisation, et de l'autre, les paysages variés de l'agriculture traditionnelle paysanne et autochtone, basée sur un autre forme

d'organisation du travail et un autre rapport à la nature. Il ne faudrait toutefois pas en déduire que ces deux modèles, à première vue opposés, sont indépendants l'un de l'autre, car ils sont en réalité liés par tout un ensemble de relations et d'interactions. Ainsi, dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler « agriculture sous contrat », la production des petites et moyennes exploitations est destinée à être distribuée par des multinationales qui imposent les méthodes de production et concentrent le gros des bénéfices, après avoir externalisé le risque (Little et Watts 1994 ; Echánove et Steffen 2005 ; Borras Jr et Franco 2013). Ainsi, il s'agit moins, de la part des communautés paysannes, autochtones ou afro-descendantes, d'un rejet absolu de la production industrielle que de différents types d'arrangements complexes pouvant aller de la résistance à l'assujettissement, en passant par toutes les étapes intermédiaires (León Araya 2019 ; Castellanos-Navarrete, Tobar-Tomás et López-Monzón 2019 ; Alonso-Fradejas 2015 ; 2021).

Par ailleurs, de nombreuses alternatives surgissent de l'opposition à l'agriculture industrielle. Le chercheur américain James Scott (2009), à la suite des travaux du mexicain Gonzalo Aguirre Beltrán (1967) et du français Pierre Clastres (1974), suggère que les périphéries urbaines, comprises comme espaces de domination et de contrôle, ont tendance à rechercher des formes d'organisation sociale aptes à éviter la concentration, aux mains de quelques-uns, des ressources et des débouchés économiques. Plus récemment, l'agroécologie s'est développée en Amérique latine en bonne partie en opposition radicale au modèle de la Révolution verte, et prône une façon de produire et de vivre de la terre basée sur la remise à jour des pratiques ancestrales (Altieri et Nicholls 2012). Il convient donc de penser les rapports entre ces deux modèles agricoles en termes de coproduction issue d'un affrontement entre différents projets territoriaux, résultant typiquement de la logique contradictoire du mode de production capitaliste.

### Lutte pour les ressources : affrontement entre différents projets territoriaux

L'espace étant incontestablement une ressource, les mécanismes d'appropriation territoriale passent par l'attribution d'une valeur à tout ou partie d'un territoire et des systèmes qui l'organisent. Or dès lors que la valeur se situe sur différents registres (valeur économique, productive, vitale, symbolique, culturelle, etc.), il est inévitable que des choix, oppositions, réactions et conflits voient le jour, la disposition, mobilisation et valorisation des ressources étant déterminées en fonction

d'intérêts collectifs contradictoires (État, multinationales, usagers, consommateurs, paysans, intermédiaires, etc.). Pour les uns, l'exploitation des ressources (terre, eau, sous-sol, main-d'œuvre, éléments socioculturels) a pour objet l'accumulation de capital et le renforcement d'un modèle de développement tendant à la consolidation des chaînes de valeur de l'agrobusiness transnational. Or, dans le modèle néolibéral, il est difficile de ne pas voir que les politiques d'aménagement du territoire défendues par les pouvoirs publics servent les objectifs du privé et que les deux secteurs agissent de concert sur la base d'une même conception de la valeur attribuée à un territoire donné. En face, des individus, groupes et collectifs plus ou moins organisés fondent leur approche et leur défense du territoire sur la valeur d'usage et revendiquent une exploitation des ressources reposant sur un autre type d'organisation sociale et productive privilégiant la préservation des paysages et de l'identité, l'accès quotidien aux ressources essentielles, la protection de l'environnement et le partage équitable des richesses.

Du point de vue de l'État ou de la classe hégémonique, le territoire est fondamentalement associé aux grandes structures politico-économiques dominantes. Mais il se manifeste aussi comme un mouvement de résistance qui s'implique dans toutes sortes de relations sociales. Il existe donc bien des formes de reconstruction du pouvoir et du territoire, le pouvoir n'étant pas forcément centralisé mais réparti de manière diffuse (et donc de manière inégalitaire) dans la société. Cette approche complexe du territoire permet d'appréhender la résistance non plus en tant qu'opposition mais en tant que partie intrinsèque du pouvoir, surtout dans le contexte actuel de dépersonnalisation des rapports de domination, de brouillage de la définition des chaînes de responsabilité et, donc d'émergence de nouveaux espaces de contestation (Nicholls, Miller et Beaumont 2016 ; Prunier 2021). En ce sens, les groupes subalternes se territorialisent en fait bien plus par l'appropriation symbolique et expérientielle de l'espace que par l'exercice de la domination. En ignorant les aspects multidimensionnels et multiscalaires du territoire, le modèle de développement et de gouvernance hégémonique et centraliste cherche à imposer une forme descendante de prise de décision et une exploitation des ressources au service d'intérêts minoritaires. Ainsi, la logique actuelle du développement rural « engendre et renforce les inégalités sociales à travers l'exclusion, l'expropriation territoriale, le contrôle social de la majorité de la population rurale, le travail précaire, le chômage structurel et la destruction des territoires paysans et autochtones » (Mançano Fernandes 2013, 125).

## Du conflit à la souveraineté

Bien que les notions de souveraineté alimentaire (attribuée au mouvement social et paysan *Via Campesina* - 1996) et de sécurité alimentaire (telle que définie par la FAO) soient généralement opposées l'une à l'autre, il n'est pas inutile d'en rappeler l'origine et l'évolution.

Il est en effet important d'éclaircir et d'expliciter les deux approches afin de mieux appréhender, en termes épistémologiques, politiques et pratiques, les enjeux actuels en matière d'alimentation et d'agriculture. La *souveraineté alimentaire*, inscrite parmi les priorités du gouvernement mexicain au début des années 1980, a été reprise en tant que notion par les militants centraméricains à la fin de cette même décennie, mais non sans une divergence fondamentale concernant les conditions de production et de distribution des produits alimentaires. Tandis que l'objectif de *sécurité alimentaire* des organisations internationales reposait sur des modèles agricoles peu respectueux de l'environnement, sur le rôle incontournable et imposé des multinationales et sur l'exploitation de la main-d'œuvre, les militants de la *souveraineté alimentaire* défendaient un modèle basé sur la justice sociale, le maintien de la production locale, la préservation des ressources naturelles et le droit à l'alimentation, le tout dans une approche économique tenant compte des particularités liées à la race, la culture, la classe sociale et le genre. Cela étant dit, au cours des trente dernières années, les deux notions semblent avoir connu tant d'évolutions et de transformations qu'elles sont devenues apparemment interchangeables aussi bien dans le langage universitaire et militant que dans les textes définissant les politiques publiques (Edelman 2014). Parmi les évolutions significatives de la notion de *sécurité alimentaire* – qui explique qu'elle se confond de plus en plus avec la *souveraineté alimentaire* – nous retiendrons deux éléments centraux :

- l'idée de droit et d'accès : en plus des besoins alimentaires et des volumes de production à fournir, il faut tenir compte des conditions de distribution et de consommation, et donc envisager l'accès à l'alimentation depuis une perspective culturelle et de justice sociale.
- les questions « pour qui ? » et « pour quel territoire ? » : bien que la souveraineté alimentaire ait été généralement envisagée à l'échelle nationale, les revendications en matière de respect de la diversité des cultures et des territorialités se sont progressivement imposées. Les villages, les communautés ou même les ménages sont désormais considérés comme des entités souveraines. La question des frontières et de la mondialisation des systèmes agroalimentaires est par ailleurs devenue essentielle : la localisa-

tion de la production et de la consommation, l'interdépendance des agro-exportations et du commerce international, la viabilité du « consommer local » sont autant de points du débat en vue de construire des sociétés plus souveraines, plus sûres et plus justes. (Prunier et al. 2020).

Dans le cadre de ce dossier thématique *Agriculture, alimentation et lutte pour les ressources : terre, eau, diversité bio-culturelle et savoirs agricoles*<sup>1</sup>; les questions de souveraineté et de justice alimentaires nous conduiront à repenser, dans des contextes très divers, les liens entre différends territoriaux et problématiques agraires, et à revoir, en parallèle, la façon dont les territoires sont produits et assemblés. La question agraire est également l'occasion de présenter une approche critique du capitalisme et de ses modèles de développement rural, fondée sur l'analyse des contradictions, des conflits et des inégalités toujours plus marquées que l'on constate dans le monde rural d'aujourd'hui. L'étude des rapports de force qui s'exercent pour contrôler les ressources dans le système agroalimentaire mondial permet de mettre en évidence les mécanismes qui mettent la terre, l'eau, la diversité bio-culturelle et les savoirs agricoles sous tension. C'est également l'occasion d'analyser les logiques capitalistes « traditionnelles » et leur permanence, à savoir l'invasion et l'exploitation de territoires dévolus à « l'économie naturelle » et à « l'économie paysanne » et l'appropriation des forces productives (terre, matières premières et main-d'œuvre) via l'exploitation des déséquilibres et la marchandisation de la nature (Luxembourg [1913] 2018), mais aussi les reconfigurations récentes de ces logiques et leur adaptation à des contextes à la fois pluriels et changeants.

## Contributions

En ouverture de ce numéro thématique, l'article de Silvia Iveth Moreno Gaytán, intitulé *Entre lo comunitario y la escasez: la práctica de la agricultura urbana en la Zona Oriente del Valle de México* analyse la reconfiguration des espaces périurbains en fonction des dynamiques de production et de consommation alimentaires. L'étude à l'échelle micro présente trois exemples de la zone métropolitaine de Mexico qui mettent en lumière les processus collectifs à l'œuvre et le rôle des organisations populaires dans la revitalisation socio-territoriale des espaces de vie, de production et de consommation à travers des initiatives d'agriculture urbaine. L'autrice montre que les zones urbaines, notamment les banlieues les plus marginalisées, sont centrales dans la transformation du rapport société/nature car tout

en concentrant les problématiques, elles renferment des solutions alternatives basées sur l'autogestion, l'équité et la durabilité s'agissant d'atteindre de meilleurs niveaux en matière de souveraineté alimentaire et de soins de santé.

Le texte suivant nous emmène dans une région productrice de canne à sucre dans l'État de Morelos (Mexique). Luis Enrique Parral Quintero décrit le modèle dit d'agriculture sous contrat qu'il qualifie de « système sociotechnique » articulant les rapports entre acteurs sociaux (propriétaires terriens, sucreries, intermédiaires, ouvriers agricoles) et éléments non-humains (normes, techniques et données agroindustrielles). L'article *Relaciones complejas en la agroindustria azucarera mexicana y la agricultura por contrato en Cuautla, Morelos* met en évidence les mécanismes de régulation de ce type d'agriculture, compris comme un ensemble de « partenariats et contrats » engendrant des interdépendances et ayant pour but de satisfaire la demande mondiale.

Alonso Ramírez Cover, Tania Rodríguez Echavarría, Laura Henry et Sara Blanco Ramírez nous conduisent ensuite ensuite dans le sud du Costa Rica pour nous présenter les évolutions récentes dans la chaîne de production du cacao. L'article, intitulé *Domesticando el territorio: genealogía de la transferencia tecnológica del cacao en Talamanca, Costa Rica en el siglo xx*, nous permet de retracer les politiques d'intégration des territoires et des systèmes de production des peuples autochtones au sein des logiques productives de la modernité ainsi que la construction historique d'une rhétorique rationnalisant le rapport entre exploitation de la nature, conservation et lutte contre la pauvreté. Au début des années 1980 et suite à la destruction des plantations de cacao par la moniliose, un partenariat public-privé a été mis en place pour soutenir la technification et l'optimisation des sols et des ressources naturelles : sélection et modification génétique des semences, mise en œuvre de techniques agroforestières présentées comme durables, le tout sous l'égide de l'État costaricain, des multinationales et des organisations supranationales. L'article montre que l'expérience de Talamanca s'inscrit dans une logique plus générale selon laquelle les *comodities* destinés à l'exportation sont le seul débouché possible lorsque le but est d'accroître les rendements, de rationaliser l'usage des sols et du matériel génétique, et, enfin, de s'inscrire dans un modèle de développement conforme à la logique d'accumulation fondée sur la dépossession promise par le capitalisme mondialisé.

Le quatrième article est une réflexion théorique sur la zone grise qui persiste à la croisée des études agraires et des études de genre. Dans son débat intitulé *El punto ciego de la propiedad: Género, tierra y despojo en América Latina*, Diana Ojeda affirme qu'il est urgent de comprendre les rapports genre/terre, au-delà de

la question de la propriété. Sur la base d'une recherche exhaustive dans la littérature disponible et d'une expérience de longue durée dans des territoires soumis aux mécanismes de dépossession et de violence propres à la conversion à la monoculture, l'autrice se concentre sur les pratiques socio-spatiales (vie quotidienne, soin, reproduction) entourant la terre et l'agriculture. La perspective de l'écoféminisme politique lui permet d'aborder le pouvoir et les mécanismes de contrôle des ressources naturelles sous l'angle des relations femmes/hommes. Ce texte participe à une réflexion générale sur la problématique posée par ce numéro en proposant une lecture critique de chercheurs ayant adopté des catégories d'analyse patriarcales (État, titre de propriété, normativité) et ignoré le rôle vital des formes invisibles de travail, de sociabilité et de communalité.

Enfin, dans leur contribution *Vulnerabilidades rurales a partir del envejecimiento entre nahuas del sur de Veracruz*, Elena Lazos-Chavero et Marcela Jiménez-Moreno situent les conflits générationnels au centre d'une analyse portant sur la sécurité alimentaire, la gestion des terres et l'avenir de l'agro-biodiversité. Les autrices constatent que le non-accès aux soins de santé et à la stabilité économique que connaissent les personnes âgées a des répercussions déterminantes sur la gestion des ressources naturelles dans cette région de la Sierra Santa Marta et entraîne un déséquilibre entre la main-d'œuvre et les terres disponibles. En effet, si les hommes âgés conservent – confisquent/accaparent – le pouvoir (économique, politique et productif) puisqu'ils refusent de céder leurs titres d'*ejidatarios*, ils sont physiquement incapables d'assurer la protection de l'environnement et la continuité de la culture céréalière de base. Les jeunes en âge (re)productif voient quant à eux leur accès aux ressources agraires (terres agricoles et titres permettant une participation active aux décisions de l'ejido) sans cesse différer, et finissent par s'éloigner physiquement et symboliquement des campagnes (migration, liquidation des terres, consommation de produits transformés). L'article rappelle à quel point il est important de comprendre les relations de pouvoir au sein du monde rural pour appréhender les luttes pour les ressources et leur impact sur la transformation des systèmes agroalimentaires locaux dans toute leur complexité.

Delphine Prunier (Universidad Nacional Autónoma de México /  
Centre d'études mexicaines et centraméricaines) y Andrés León Araya  
(Universidad de Costa Rica)

## Note

- <sup>1</sup> Ce numéro thématique est issu des travaux du Groupe de travail « Terre, eau, agro-diversité et technologies agricoles » du Congreso Justicia y Soberanía Alimentaria en las Américas (Mexico, octobre 2019, UNAM-CEMCA-Fondation Heinrich Böll-Université de Lyon).

## Referencias / Références

- Aguirre Beltrán, Gonzalo. 1967. *Regiones de refugio: El desarrollo de la comunidad y el proceso dominical en mestizo América*. México: Instituto Indigenista Interamericano.
- Alonso-Fradejas, Alberto. 2015. «Anything but a story foretold: Multiple politics of resistance to the agrarian extractivist project in Guatemala». *Journal of Peasant Studies*, 42: 489-515. doi:10.1080/03066150.2015.1013468.
- . 2021. «Life purging agrarian extractivism in Guatemala: Towards a renewable but unlivable future?». En *Agrarian extractivism in Latin America*, editado por Ben M. McKay, Alberto Alonso-Fradejas y Arturo Exquerro-Cañete, 139-64. Nueva York: Routledge.
- Altieri, Miguel Ángel, y Clara Inés Nicholls. 2012. «Agroecología: Única esperanza para la soberanía alimentaria y la resiliencia socioecológica». *Agroecología* 7 (2): 65-83.
- Borras Jr, Saturnino M., y Jennifer C. Franco. 2013. «Global land grabbing and political reactions ‘from below’». *Third World Quarterly* 34 (9): 1723-47. doi:10.1080/01436597.2013.843845.
- Cairo, Heriberto. 2013. «Espacio y política: Por una teoría política situada». *Dados. Revista de Ciências Sociais* 56 (4): 769-802.
- Castellanos-Navarrete, Antonio, William V. Tobar-Tomás y Carlos E. López-Monzón. 2019. «Development without change: Oil palm labour regimes, development narratives, and disputed moral economies in Mesoamerica». *Journal of Rural Studies*, 71: 169-80. doi:10.1016/j.jrurstud.2018.08.011.
- Clastres, Pierre. 1974. *La société contre l'État*. París: Les Éditions de Minuit.
- Dikeç, Mustafa. 2012. «Space as a mode of political thinking». *Geoforum* 43 (4): 669-76. doi:10.1016/j.geoforum.2012.01.008.
- Echáñove, Flavia, y Cristina Steffen. 2005. «Agribusiness and farmers in Mexico: The importance of contractual relations». *The Geographical Journal* 171 (2): 166-76. doi:10.1111/j.1475-4959.2005.00157.x.
- Edelman, Marc. 2014. «Food sovereignty: Forgotten genealogies and future regulatory challenges». *The Journal of Peasant Studies* 41 (6): 959-78. doi:10.1080/03066150.2013.876998.
- Haesbaert, Rogério. 2013. «Del mito de la desterritorialización a la multiterritorialidad». *Cultura y representaciones sociales* 8 (15): 9-42.
- Harvey, David. 1981. «The spatial fix-Hegel, von Thunen, and Marx». *Antipode* 13 (3): 1-12. doi:10.1111/j.1467-8330.1981.tb00312.x.

- Lefebvre, Henri. 1974. *La production de l'espace*. París: Anthropos.
- León Araya, Andrés. 2019. «Entre la fuga y la captura: Conflicto agrario, desplazamiento y valor en el Bajo Aguán Honduras». En *Teoría del valor, comunicación y territorio*, editado por Francisco Sierra Caballero, 243-76. Madrid: Siglo XXI Editores.
- Li, Tania M. 2014. «What is land? Assembling a resource for global investment». *Transactions of the Institute of British Geographers* 39 (4): 589-602. doi:10.1111/tran.12065.
- Little, Peter D., y Michael J. Watts. 1994. *Living under contract: Contract farming and agrarian transformation in Sub-Saharan Africa*. Madison: University of Wisconsin Press.
- Luxemburgo, Rosa. [1913] 2018. *La acumulación del capital*. S.l.: Edicions Internacionals Sedov. <http://grupgerminal.org/?q=node/450>.
- Mançano Fernandes, Bernardo. 2013. «Territorios: Teoría y disputas por el desarrollo rural». *Novedades en población* 9 (17): 116-33.
- McMichael, Philip. 2005. «Global development and the corporate food regime». En *New directions in the sociology of global development*, editado por Frederick H. Buttel y Philip McMichael: 265-99. Bingley: Emerald Group Publishing Limited. doi:10.1016/S1057-1922(05)11010-5.
- Nicholls, Walter, Byron Miller, y Justin Beaumont, eds. 2016. *Spaces of contention: Spatialities and social movements*. Londres y Nueva York: Routledge.
- Prunier, Delphine. 2021. «Conflictos territoriales y territorios de los conflictos. ¿Cómo interactúan los movimientos sociales con el espacio?» *Geopolítica(s). Revista de estudios sobre espacio y poder* 12 (1): 77-98. doi:10.5209/geop.68992.
- Prunier, Delphine, Julie Le Gall, Ayari Genevieve Pasquier Merino y Dulce María Espinosa de la Mora, eds. 2020. *Justicia y soberanía alimentaria en las Américas: Desigualdades, alimentación y agricultura*. México: Universidad Nacional Autónoma de México / Secretaría de Desarrollo Institucional / Centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos / École Urbaine de Lyon. Université de Lyon / Fundación Heinrich Böll.
- Raffestin, Claude. (1980) 2013. *Por una geografía del poder*. México: El Colegio de Michoacán / Fideicomiso Felipe Teixidor y Montserrat Alfau de Teixidor.
- Scott, James C. 2009. *The art of not being governed: An anarchist history of upland Southeast Asia*. New Haven y Londres: Yale University Press.
- Smith, Neil. 2010. *Uneven development: Nature, capital, and the production of space*. Atenas y Londres: University of Georgia Press.
- Vía Campesina. 1996. «Declaración de Tlaxcala de la Vía Campesina». Presentada en la Segunda Conferencia Internacional de la Vía Campesina, Tlaxcala, México, 1996. <https://viacampesina.org/es/ii-conferencia-internacional-de-la-via-campesina-tlaxcala-mexique-18-al-21-abril-1996/>.